



Groupe départemental Fernand Pelloutier des Yvelines de la Libre Pensée



Le 23 novembre 2016, le groupe départemental Fernand Pelloutier a organisé un rassemblement à Versailles Satory devant la plaque commémorative des combattants de la Commune de 1871 pourchassés, emprisonnés et massacrés (*) par le gouvernement de Thiers.

A cette occasion, un double hommage a été rendu à ces combattants de la justice et du progrès social et aux 639 fusillés pour l'exemple lors de la guerre de 1914/1918.



Quatre prises de paroles se sont succédé.

Une gerbe d'œILLETS rouges a été déposée portant l'inscription

**Non à la guerre, Oui à la paix
Tout de suite et pour toujours.**

A l'issue du rassemblement les Libres Penseurs du Groupe Fernand Pelloutier se sont réunis et ont décidé :

- D'organiser des réunions dans les villes du département pour expliquer en quoi la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat était essentielle pour préserver les libertés publiques dans le pays.**
- D'organiser une conférence débat départementale au printemps sur le thème : « Islam et laïcité. L'impossible rencontre ? »**
- De lancer un appel « Pour la paix tout de suite et pour toujours. Non à la guerre. »**

(*)La répression contre les communards a rarement atteint des niveaux semblables à part peut-être les indiens d'Amérique. La violence de la réaction avait comme objectif l'extermination de ces dizaines de milliers de résistants.

1^{ère} prise de parole : Les communards à Versailles

Amis, Citoyens, Compagnons, Camarades,

Je vous apporte le salut fraternel de la Fédération nationale de la Libre Pensée et de la Fédération nationale laïque des monuments pacifistes.

Pour la deuxième année consécutive, le groupe départemental Fernand Pelloutier de la Libre Pensée 78 organise ce rassemblement en ce lieu. Il en sera ainsi chaque année.

Nous sommes réunis ici, devant ce mur, vestige et symbole de ce qui fut une grande page de l'histoire des hommes cherchant à se libérer de la misère, de l'exploitation et de la guerre. En 1870/1871, le peuple de Paris luttant pour décider de son avenir s'organise en comités dans les quartiers, constitue un comité central et proclame la Commune. Le gouvernement réactionnaire dirigé par Thiers s'installe à Versailles et pactise avec les allemands qui encerclent Paris pour casser la mobilisation du peuple parisien.

C'est dans ces conditions que Varlin, délégué de la Commune s'adresse aux députés versaillais :

« Vous avez lutté contre la Commune, et qu'y avez-vous compris ? C'était la révolution qui commençait, et vous avez cru voir la fin du monde... Vous croyez que les travailleurs reçoivent un mot d'ordre, que des émissaires secrets vont fomentant les grèves ! Vous n'avez donc jamais mis les pieds dans une usine, dans une mine, dans un atelier ? Vous ignorez donc que moyennant un salaire journalier, le maître traîne après lui son troupeau d'ouvriers qu'il peut licencier à son gré ? Mais nos émissaires, ce sont les heures de travail interminables, les patrons avides, le chômage, les misères du foyer. Voilà les conspirateurs. »

Qui peut dire que ces paroles ne font pas écho à notre actualité ?

L'audace dont feront preuve ces combattants, ouvriers comme nous, pour prendre en main leur destinée ne pouvait être tolérée par la bourgeoisie de 1870. Cette classe capitaliste au pouvoir se souvenait comment elle avait obtenu l'abolition des privilèges de la noblesse et de la royauté dans les années de la révolution française. Elle se souvenait également comment, déjà à l'époque, elle avait eu peur que l'égalité formelle des droits obtenue pour tous ne devienne la réalité pour toutes les catégories sociales.

Voilà ce qu'écrivait l'Officiel le journal de la Commune ? : « On se demande comment il peut se trouver une presse assez injuste pour déverser la calomnie, l'injure et l'outrage sur ses citoyens. Les travailleurs, ceux qui produisent tout et ne jouissent de rien... devront-ils donc sans cesse être en butte à l'outrage ? Ne leur sera-t-il jamais permis de travailler à leur émancipation sans soulever contre eux un concert de malédictions ?... La bourgeoisie, leur aînée qui a accompli son émancipation il y a plus de trois quart de siècle ne comprend elle pas aujourd'hui que le tour de l'émancipation du prolétariat est arrivé... pourquoi donc persiste-t-elle à refuser au prolétariat sa part légitime ? »

N'est-ce pas également des problèmes de l'actualité immédiate ?

Il y a 145 ans, la répression contre les communards a été féroce, à la hauteur de la peur qui a saisi la classe possédante. : Les pauvres exigent leur dû ! Dans tous les quartiers de Paris, par milliers et milliers il y eut des assassinats et des massacres. Ceux qui ne furent pas tués dans ces terribles journées de mai, furent raflés, emprisonnés. Du 21 au 30 mai 1871, 40 000 personnes furent ramassées, parquées. En ce lieu même des dizaines de milliers de ces combattants furent entraînés de force, et emprisonnés. Des centaines moururent à cause des privations, des sévices et des mauvais traitements. La plupart étaient des maçons, des couvreurs, des menuisiers, des cafetiers, des bourreliers, des artisans, des enseignants, des jeunes et des vieux, des femmes et même des enfants. Les murs qui empêchaient toute fuite et que vous pouvez encore distinguer entouraient l'ensemble du camp militaire.



Rappelons les paroles de Louise Michel, institutrice, tout entière dévouée à la cause commune de l'émancipation sociale à ses juges: « Je ne veux pas me défendre, je ne veux pas être défendue. J'appartiens toute entière à la révolution sociale, je déclare accepter la responsabilité de tous mes actes, Je l'accepte sans restriction. Ce que je réclame de vous qui vous affirmez conseil de guerre qui vous donnez comme mes juges c'est le champ de Satory où sont déjà tombés nos frères... puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part. Si vous me laissez vivre je ne cesserai de crier vengeance, je dénoncerai à la vengeance de mes frères les assassins de la commission des grâces. »

C'est la mémoire de ces combattants, de ces morts de la Commune que nous sommes venus honorer aujourd'hui et pour lesquels nous déposerons une gerbe à l'issue de cette cérémonie. Leur combat nous parle, ils sont nos grands aînés.

2^{ème} prise de parole : Les fusillés pour l'exemple

Comme nous l'avons écrit dans l'invitation à ce rassemblement, nous sommes ici également pour une réhabilitation, celle de la mémoire des 639 fusillés pour

l'exemple de la guerre de 1914/1918 où moururent plus 10 millions de soldats et 9 millions de civils assassinés. Car comme l'a écrit Paul Valéry : « *Les guerres sont faites par des gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent très bien, mais qui refusent de s'entretuer* ».

De la Commune de Paris de 1871 à 1914, 42 ans se sont écoulés.

Les continuateurs des massacres de Commune de Paris sont ceux-là même qui ont organisé la 1^{ère} guerre mondiale entre les peuples.

La Fédération nationale de la Libre Pensée se réclame depuis toujours de l'antimilitarisme internationaliste et pacifiste. Elle condamne toutes les guerres impérialistes et les « *opérations extérieures* » qui ne sont que relents de conquêtes colonialistes.

Le Congrès national de la Libre Pensée, d'août 2016, a condamné les bombardements et les destructions menés partout dans le monde. La guerre est sur tous les continents et massacre des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards. De plus 65,3 millions de personnes sont déracinés, jetés sur les routes ou dans des camps à la fin de 2015.

La guerre est une barbarie.

La Libre Pensée rappelle son engagement de toujours contre le militarisme et réaffirme le principe fondamental du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et non du droit des puissants à disposer des peuples. Elle dénonce le droit d'ingérence qui n'est que le maintien de l'oppression coloniale. Le Congrès de la Libre Pensée exige l'arrêt des interventions militaires extérieures dans tous les pays.

La Libre Pensée exprime sa totale empathie avec les migrants qui veulent fuir la barbarie et la mort. Elle en appelle à la solidarité internationale pour leur apporter aide et secours et pour faire respecter leur désir d'installation dans le pays de leur choix.

C'est la guerre de 14/18 qui a inventé les réfugiés et le nettoyage ethnique. Il y eut durant cette guerre 7,7 millions de personnes qui furent déplacées de force dans toute l'Europe.

Durant cette guerre, 75 millions de personnes sous l'uniforme, 10 millions de morts, 21 millions de blessés, 8 millions de prisonniers.

Durant ces 5 années de guerre, le nombre de soldats qui moururent en moyenne chaque jour fut de 900 en France, 1 300 en Allemagne, 1 450 en Russie.

Il y eut aussi 660 000 civils morts par la faim et les maladies en Allemagne, 400 000 en Autriche-Hongrie, 550 000 en Italie, 600 000 en France, 600 000 aussi au Royaume-Uni, 450 000 en Turquie....

Ils ne furent que quelques poignées à refuser la boucherie, avec le grand Jaurès qui déclarait dans son discours de Vaise du 25 juillet 1914 : « *Quoi qu'il en soit, citoyens, et je dis ces choses avec une sorte de désespoir, il n'y a plus, au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui compte un grand nombre de frères, Français, Anglais, Allemands, Italiens, Russes, et que nous demandions à ces milliers d'hommes de s'unir pour que le battement*

unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar. » Et dans ce « *prélude à la barbarie* », Jean Jaurès en paiera de sa vie, assassiné pour l'exemple parce qu'il fallait mettre les peuples au pas.

On sait que les dirigeants des partis socialistes passèrent outre à la voix des militants qui s'opposaient à la guerre ; la plupart des partis socialistes des grandes puissances impliquées dans la guerre votèrent les crédits de guerre via leur fractions parlementaires respectives ; ainsi interdirent-ils *de facto* à la classe ouvrière des pays concernés la possibilité de s'opposer - par son déploiement dans la lutte de classes (pouvant aller jusqu'à la grève générale) - au massacre annoncé, et rendu désormais possible par leur trahison de « *chefs* » socialistes.



Ce fut le début des trahisons toujours répétées, hier comme aujourd'hui. Il n'y a décidément jamais rien de nouveau sous le soleil. Comme le relèvent nos amis du Mouvement de la Paix, les généraux ont obtenu du pouvoir politique actuel que le budget des armées passe de 31,6 milliards aujourd'hui à 41 milliards d'euros en 2020 et qu'à la demande de l'OTAN, le budget de la dissuasion nucléaire double aussi, passant à 6 milliards à l'horizon 2030.

L'action ininterrompue et unitaire de la Libre Pensée pour la réhabilitation collective des Fusillés pour l'exemple est la marque d'une volonté de dire Non à la Guerre et de promouvoir le droit de dire Non à l'oppression et aux massacres de la barbarie militariste. Nous œuvrons ensemble avec nos camarades de l'ARAC, de l'Union pacifiste, du Mouvement de la Paix, de nombreuses sections de la Ligue des Droits de l'Homme et des syndicats CGT et CGT-Force Ouvrière pour obtenir que Justice et Honneur soient rendus aux 639 Fusillés pour l'exemple.

Cette revendication s'appuie sur la liberté humaine et contre l'oppression qui faisait dire à Emmanuel Kant, il y a bien longtemps : « *Mais j'entends présentement crier de tous côtés : Ne raisonnez pas ! L'officier dit : Ne raisonnez pas, exécutez ! , le financier dit : Ne raisonnez pas, payez, le prêtre dit : Ne raisonnez pas, croyez !* »

Carl von Clausewitz, celui qu'on présente comme le théoricien de la guerre, a bien expliqué que l'armée n'est que l'instrument de l'administration de l'Etat autorisé à user de violence. Dès lors, toute contestation émanant de l'armée revient à une contestation de l'Etat

lui-même. Et il explique que c'est pour cela qu'une mutinerie n'est pas l'équivalent d'une grève. Obéir ! Obéir à l'Etat !

Voilà pourquoi le gouvernement, tous les gouvernements ont refusé la réhabilitation collective des 639 Fusillés pour l'exemple. Il fallait obéir.

Et les 639 soldats ont voulu ne pas mourir pour des ordres imbéciles et meurtriers ; alors ils doivent, hier comme aujourd'hui, être punis. Hier, en les fusillant, aujourd'hui, en refusant de leur rendre leur honneur.

Et c'est pour cela aussi que le Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants et aux ordres a voulu faire interdire *la Chanson de Craonne* au cours de la cérémonie au cimetière de Fricourt. Honte à lui, honte à ses commanditaires !

Ce combat pour la réhabilitation collective des 639 Fusillés pour l'exemple est aussi le moyen pour la Libre Pensée de rétablir les faits et de faire connaître la véritable histoire de cette guerre impérialiste et assassine. On voudrait nous faire croire, à l'instar du très clérical Antoine Prost que les millions de soldats sont partis la fleur au fusil et le bonheur aux lèvres. On comprend pourquoi il est un adversaire acharné de la réhabilitation collective de ceux qui, Français, sont tombés sous des balles françaises.

Pendant toute la guerre et dans tous les pays, des soldats ont refusé d'obéir aux brutes galonnées. En février 1915, des soldats indiens se révoltent à Singapour, 202 hommes jugés, 47 condamnations à mort, 23 exécutions publiques. A l'automne 1916, il y eut une rébellion en Asie centrale, le Tsar ordonne l'exécution de milliers de personnes.

23 août 1917, une centaine de soldats US se mutinent à Houston dans le Texas, 118 sont jugés, 110 déclarés coupables, 19 pendus et 22 condamnés à la prison à perpétuité. En septembre 1917, à Etaples en France, les Tommies se révoltent contre les conditions de vie qu'on leur impose, 50 passent en cour martiale.

Les désertions se multiplient partout. On compte 180 000 déserteurs en Allemagne, 250 000 en Autriche-Hongrie, 500 000 dans l'empire Ottoman, 470 000 insoumis en Italie. Et la majorité des divisions françaises

sur le front en 1917 connaissent les mutineries. L'Humanité se révolte contre la barbarie de la guerre.

La guerre, c'est aussi la militarisation à outrance pour habituer le peuple à côtoyer en permanence les militaires. 600 000 soldats « *ouvriers* » furent retirés du front pour retourner vers les usines où ils rejoignirent les 400 000 femmes et les 100 000 travailleurs immigrés qui s'y trouvaient déjà, pour produire encore plus pour la grande boucherie.

C'est l'époque de concentration du Capital et la création de grands groupes industriels. « *On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour les industriels,* » disait Anatole France. En Allemagne, 390 000 prisonniers de guerre iront travailler en usine.

Mais la militarisation des sociétés ne peut empêcher la révolte de se manifester partout. Ce sont les grèves à l'arrière et les mutineries au front. En Russie, 100 000 grévistes en 1916 et 300 000 en 1917, et la lueur de Février 1917 devint la Lumière d'Octobre. Effrayé, le

premier Ministre anglais Lloyd George dira : « *Toute l'Europe est d'humeur révolutionnaire* ».

La Libre Pensée vous appelle à agir tous ensemble pour la réhabilitation des 639 Fusillés pour l'exemple. Pour cela, parce que nous sommes la République, nous érigerons un monument en leur hommage sur la ligne de Front. Nous vous appelons à y souscrire massivement. Nous avons déjà collecté

près du quart de la somme nécessaire.

L'année dernière, nous avons rendue publique une *Déclaration internationale* pour rendre leur honneur aux Fusillés de tous les pays belligérants qui a été contresignée par des associations de tous ces pays.

Cette année, à l'initiative aussi de la Libre Pensée, un Appel à la République a été lancé: *Nous sommes les descendants des familles des Fusillés pour l'exemple : Nous demandons Justice ! Déjà, des dizaines de familles de Fusillés ont contresigné ce texte. Nos camarades qui vont à la rencontre des descendants des Fusillés nous disent à quel point ces familles ont souffert et à quel point notre action pour la réhabilitation est un soulagement pour eux.*

Les dernières paroles de la chanson de Craonne que chantaient les poilus dans l'horreur des tranchées:

**« Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront,
Car c'est pour eux qu'on crève.
Mais c'est fini, car les trouffions
Vont tous se mettre en grève.
Ce s'ra votre tour, messieurs les gros,
De monter sur l'plateau,
Car si vous voulez la guerre,
Payez-la de votre peau ! »**

Dans notre département, nous partirons à la recherche des descendants des huit fusillés pour l'exemple natifs des Yvelines. Deux d'entre eux étaient maçons, deux couvreurs et un charretier.

Il s'agissait de **BRIERE** Henri Désiré, **DUFLOS** André, **DURAND** Paul Eugène, **FROMENTEAU** François Alexandre, **JAMES** Charles Eugène, **KLEIN** Alfred Léon, **Le ROUX** René Jean, **LEBOUC** Marcel Jules Gilbert.

Deux poèmes ont été lus

D'Eugène Pottier (1816-1887), l'auteur de l'Internationale, a écrit ce poème en 1884, en pleine crise du capitalisme, à l'époque où renaissait le mouvement ouvrier, après la période de repli de 1871-1879, au cours de laquelle la réaction s'était déchaînée.



CRISE (1884)

Toi que les employeurs avarés
Accusent d'être trop payé,
De boire et fumer des cigares,
Parle à ton tour, pauvre employé.
Bien haut, ta maigreur, ton œil cave,
Réfutent le patron hâbleur.
Donnons la parole à l'esclave,
Écoutons le souffre-douleur :

Je suis l'embauché de l'usine
Et j'y vends mes jours en détail ;
Triste servent de la machine,
Je suis la chose du travail,
J'appartiens même à la courroie
Qui nous accroche même dans ses tours,
Sous l'arbre de couche nous broie ;
L'espiègle fait ça tous les jours.

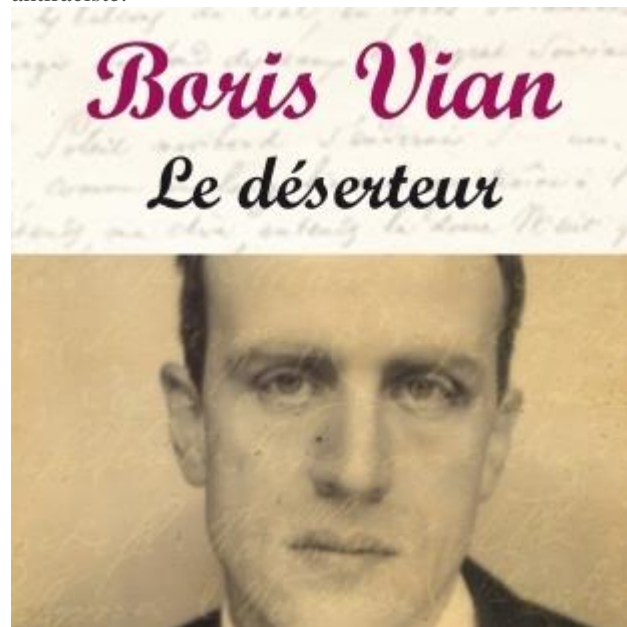
Cet écrasement, c'est l'histoire
Des camps comme des ateliers.
De l'industrie et de la gloire
Je fournis les sanglants charniers.
On chiffre bien ceux qu'extermine
Sous l'uniforme, le brutal ;
Compte-t-on les morts de la mine,
Les mutilés du Capital ?

Dans la poigne capitaliste,
Je me sens serré par le cou ;
Si trop étranglé, je résiste,
Le tarif revisse l'écrout.
L'étiage de nos salaires
Descend plus bas que nos besoins,
Nous laissons dormir nos colères
Et nous vivons de moins en moins.

Quoi ! N'avoir pas le nécessaire
En trimant plus que du bétail !
Quoi ! la mort de faim, la misère,
Voilà les fruits de son travail !
Et l'imbécillité ventrue
Ose émettre un doute insolent.
Mais ceux qui crèvent dans la rue,
Triples bourgeois, font-ils semblant ?

Aussi j'ai faim dans les entrailles,
Dans le cœur et dans le cerveau ;
J'ai vu mes propres funérailles,
J'ai faim d'un avenir nouveau.
Comme un roulement d'avalanche,
Mon chant réveillera les sourds,
Quand le clairon de la revanche
Sonnera dans nos vieux faubourgs.

De Boris Vian (1920-1959) romancier, dramaturge, poète, parolier, traducteur ... très engagé, antimilitariste et antiraciste.



A TOUS LES ENFANTS

A tous les enfants qui sont partis le sac au dos
Par un brumeux matin d'avril
Je voudrais faire un monument
A tous les enfants qui ont pleuré le sac au dos
Les yeux baissés sur leurs chagrins
Je voudrais faire un document

Pas de pierre, pas de béton, ni
de bronze qui devient vert sous la morsure
aiguë du temps
Un monument de leur souffrance
Un monument de leur terreur
Aussi de leur étonnement
Voilà le monde parfumé, plein de
rires, plein d'oiseaux bleus, soudain
griffé d'un coup de feu
Un monde neuf où sur un corps qui va tomber
grandit une tache de sang
Mais à tous ceux qui sont restés les pieds

au chaud, sous leur bureau en calculant
le rendement de la guerre qu'ils ont voulue
A tous les gras, tous les cocus qui
ventripotent dans la vie et
comptent et comptent leurs écus
A tous ceux-là je dresserai le monument

3^{ème} prise de parole par David Gozlan secrétaire national de la Libre Pensée :

Amis, camarades, citoyennes, citoyens

Je vous apporte le salut fraternel de la fédération nationale de la Libre Pensée et de son président Jean-Sébastien Pierre.

Depuis plus de 29 ans, La fédération nationale de la Libre Pensée se bat pour la réhabilitation collective des Fusillés pour l'exemple. Avec ce rassemblement, c'est près de 99 rassemblements et initiatives sur tout le territoire.

Il n'est peut-être pas étonnant que le président de la République ait oublié les engagements du président du Conseil général de Corrèze qu'il était. Il avait alors pris position pour la réhabilitation collective de Fusillés pour l'exemple.

Et alors une fois président, on nous a opposé le cas par cas, on nous a dit qu'il y avait des droits communs. Derrière cet enfumage et ses mensonges, nous avons expliqué qu'il n'y avait ni traîtres, ni lâches, ni espions, ni droits commun, juste des paysans, des ouvriers devenus soldats par la décision des marchands de canons, juste des hommes qui n'en pouvaient plus.

la Libre Pensée a toujours été contre la peine de mort. Quel démocrate, quel républicain, quel militant pourrait aujourd'hui ne pas l'être ? Quand on est contre la peine de mort, on ne choisit pas entre les exécutés, on ne fait pas le tri chez les Fusillés. Il n'y a pas, il ne saurait y avoir, de bonnes ou de mauvaises condamnations à mort. Si on est contre la peine de mort, on condamne toutes les peines de mort. C'est pourquoi la réhabilitation ne peut être au cas par cas, mais elle ne peut être que collective. Sinon, les mots n'ont plus de sens.

Néanmoins comme président de la République, il est apparemment plus complexe de réhabiliter les Fusillés pour l'exemple de la première guerre mondiale. Peut-être faut-il chercher les causes du côté du Mali, de la Syrie, des Opérations extérieures auxquelles participent plus de 6300 soldats. Il faut tenir la troupe à l'extérieur des frontières comme à l'intérieur.

Il en va de même pour les 13 000 soldats déployés dans le cadre de l'opération Sentinelle du plan Vigipirate qui arpentent les rues, les gares, les lieux publics, prêts à agir en cas de menace. Ces opérations tant extérieures qu'intérieures annihilent les libertés publiques, contraignent le champ des libertés démocratiques. N'avons-nous pas vu un gouvernement en Juin dernier interdire une manifestation syndicale contre la loi El Khomri, dite loi du Capital ? N'avons-nous pas vu des responsables syndicaux arrêtés, condamnés parce qu'ils défendaient leur emploi, leur salaire, leur condition de travail ? Ou est le crime ?

Le crime est du côté de l'Etat liberticide, le crime est du côté du gouvernement qui par leur refus de voir les Fusillés pour l'exemple réhabilités condamnent la

qui leur convient avec la schlague avec
le fouet, avec mes pieds, avec mes poings
Avec des mots qui colleront sur leurs
faux-plis, sur leurs bajoues, des marques
de honte et de boue.

jeunesse à se taire, à ne plus refuser les ordres des généraux, des patrons, des curés.

Mais il ne s'agit là que de la main du crime ? A qui profite le crime ?

De la guerre, continuité de la politique sous d'autres formes, il y a toujours eu des profiteurs. Ils sont là en temps de paix, ils redoublent d'efforts en temps de guerre. Ils profitent d'abord de la situation, du caractère exceptionnel, de la disparition de l'Etat de droit remplacé par l'Etat d'exception pour diriger la politique économique. La guerre devient un marché qui s'entretient. Cette règle est l'essence de toutes les guerres, de l'antiquité à nos jours.

La première guerre mondiale n'échappe pas au genre. Avant même son déclenchement, l'entreprise allemande Schneider, par ses seuls ateliers d'Artillerie "dégage deux à trois millions de bénéfices par an à partir de 1909".



C'est aussi le cas de Citroën qui a connu des marges bénéficiaires explosives : " L'usine est aussi à l'avant-garde des conditions de travail offertes à ses 12 000 ouvriers, dont près de 55% sont des femmes. Les bâtiments disposent de 4 000 vestiaires individuels avec, à proximité, 1 300 lavabos, une infirmerie, un cabinet dentaire ultramoderne, une pouponnière, une crèche et une cantine de 3 500 couverts. André Citroën était d'autant plus soucieux du bien-être de ses ouvriers qu'ils travaillaient onze heures par jour et sept jours sur sept. A la fin du conflit cette belle organisation aura livré plus de 24 millions d'obus. Avec pour l'entreprise une marge bénéficiaire de l'ordre de 40%. De quoi assurer la reconversion du site une fois la paix signée ». L'exploiteur est soucieux du bien-être de ses salariés tant que ceux-ci rapportent gros. Et Ainsi, Les marchands de canons, les marchands de mort continuent les affaires à l'arrière alors que certains hommes, dans un dernier élan de dignité, relève la tête et refusent l'horreur. Les Fusillés pour l'exemple sont

ces hommes, il fallait des exemples pour mater la troupe.

Camarades, amis,

Devant la couardise du président de la République, nous le disons nous sommes aussi la République, c'est

pourquoi nous avons décidé d'ériger un monument réhabilitant les Fusillés pour l'exemple sur la ligne de Front, sur cette terre où l'on ressort

encore des obus de la première guerre mondiale. Nous le ferons parce que nous sommes aussi la République.

Eriger ce monument, c'est aussi rappeler que la guerre est toujours présente, écrasant les peuples. Déjà avant 1914, les syndicalistes ne s'y trompent pas, ils comprennent que la guerre sera destructrice. Ils n'hésitent pas à affirmer avant la guerre la nécessaire entente entre les prolétaires allemands et français. Au XIIème Congrès de la CGT, tenu en septembre 1912, c'est Sassenbach, délégué de la Commission générale des syndicats libre d'Allemagne qui fait l'ouverture du Congrès par ces mots : "J'avais aussi le mandat de vous inviter à une visite de Berlin pour étudier nos institutions syndicales et pour vous rendre compte par

Maudite soit la guerre !

vous-mêmes qu'il n'existe pas, chez les ouvriers allemands, un sentiment chauviniste, mais que nous sommes unis avec les ouvriers français pour maintenir la paix entre nos deux nations (...) Camarades, les gouvernements et les classes réactionnaires essayent

souvent de désunir les travailleurs des diverses nations c'est surtout le cas entre la France et l'Allemagne."

Hier comme aujourd'hui la résistance à la guerre est possible, elle est nécessaire.

Lors de l'été 1914, le lundi 27 juillet 1914, l'Union des syndicats de la Seine et l'organe de la CGT, la Bataille Syndicaliste, appellent à manifester contre la guerre qui point. En lançant la police réprimer les rangs ouvriers, le gouvernement qui promet d'éviter la guerre, se dévoile. L'alliance du sabre, du goupillon et du coffre-fort enterre la paix, décide la guerre. Pourtant, c'est une réflexion pour chaque militant, encore aujourd'hui, la force de la classe ouvrière reste toujours déterminante, en refusant la guerre comme en combattant le système capitaliste, elle ne fait que se défaire de ses chaînes.

Maudite soit la guerre.

A bas la Calotte et vive la sociale.

4ème prise de parole :

Chers amis,

L'initiative prise par le groupe Fernand Pelloutier de la Libre Pensée du 78, que j'ai l'honneur de présider, prend cette année une importance particulière.

Qui peut nier aujourd'hui, l'actualité de la nécessité de la lutte contre la guerre?

Les plus hautes autorités de ce pays ne considèrent-elles pas, au nom de la sécurité du pays et de ses citoyens, comme essentiel et de leur première responsabilité de porter le fer et le feu de la guerre contre des nations dont, faut-il le rappeler aucune ne s'est déclarée en guerre contre la nôtre?



Aucun prétexte, aucune soi-disant certitude ou vérité révélée, ne peut justifier la décision d'imposer à son propre pays de tels engagements meurtriers et destructeurs! Qui peut feindre d'ignorer que la guerre est toujours sale, injuste et meurtrière! Que les premières victimes sont les peuples innocents et qu'après son passage, le dénuement et la misère succèdent au fléau de la mort ? Le sort de ces centaines de milliers d'hommes et de femmes, plusieurs millions à

cette heure, jetés sur les routes de l'exil, est-il une fatalité?

La cause de ces migrations forcées serait-elle à chercher dans l'attitude des gouvernements de ces pays, attitude jugée arrogante par les dirigeants des pays belligérants, appelés aussi pays développés?

L'actualité vient partiellement de "révéler" l'immense misère de millions d'habitants d'un de ces pays développés, les Etats Unis Amérique. Avec 47 millions d'enfants, de femmes, d'hommes quotidiennement dépendants de l'aide alimentaire réservée aux nécessiteux et aux abandonnés, avec plus de 17 millions de chômeurs, avec des infrastructures et des équipements collectifs jugés médiocres voire dangereux (par qui? par l'association nord-américaines des ingénieurs du génie civil regroupant 140 000 d'entre eux) quelle image ce grand et puissant pays donne-t-il de lui-même ?. Celle d'un pays civilisé, en plein développement et porteur des plus hautes valeurs morales et universelles dont la première d'entre elles se concentre dans le devoir historique des gouvernants de garantir la satisfaction des besoins fondamentaux (se nourrir, se loger, se soigner, se vêtir et s'instruire) - on pourrait dire besoins élémentaires- et la sécurité de chaque famille, de chaque citoyen. Ou bien l'image d'un pays en cours de dévastations, l'image (filmée à l'occasion de leur dernière campagne électorale) de villes d'où ont disparu tous les services publics, sans école, sans hôpital, sans bureau de poste...des villes aux immeubles dévastés autour desquels errent des miséreux à qui certains membres de la caste mondialisée des super-riches tentent de faire croire que leur avenir est au bout de leur fusil mitrailleur dernier cri pointé sur d'autres citoyens de ce pays, aussi démunis qu'eux mais dont le faciès, l'allure, la couleur

de peau, le patronyme ou la religion permettraient de les qualifier d'étrangers!

Lequel d'entre nous n'a pas ressenti ces images comme un possible futur pour nous-mêmes?

Alors oui, mille fois oui, le rôle des libres penseurs, de la libre pensée est d'alerter, informer, susciter, proposer, en faisant fi des préjugés et en opposant à l'ignorance la réalité des faits apportés par les événements historiques, comme la commune de Paris de 1871 et la guerre de 1914/18. Il est aussi de notre liberté de proposer que le rejet de la

"On croit faire la guerre pour son pays, on la fait pour les marchands de canons!"

guerre, sentiment largement majoritaire dans tous les pays mais éparpillé donc impuissant, devienne un but commun immédiat et prioritaire, au même titre que la lutte pour la satisfaction des besoins humains fondamentaux, proposer et initier partout la solidarité entre tous les producteurs, balayant la méfiance d'autrui consécutive d'années d'austérité, de restrictions et de généralisation de pénurie. Encourager une solidarité porteuse du principe de l'égalité totale des droits et des devoirs de chacun.

La liberté de pensée, que nous prônons, nécessite d'allonger son regard au-delà du bout de son nez et de partager ses informations, ses analyses, ses idées avec tous ceux qui, n'ayant ni partie liée avec les fauteurs de guerre ni la soumission comme guide, définissent par eux-mêmes où doivent-ils diriger leur pas.

N'y a-t-il pas urgence à concrétiser ce sens commun de désir de paix, ce refus du chaos imposé par les "puissants", dans des actes permettant de rétablir dans les plus brefs délais et dans toutes leurs prérogatives, ces lois de liberté que sont les lois sur la laïcité de 1905, sur les droits syndicaux, sur la liberté de négociation et le droit pour tous de bénéficier du Code du Travail ainsi que d'établir par nous-mêmes nos conventions collectives dans le respect du principe de faveur, de rétablir toutes les libertés individuelles et collectives, depuis trop d'années, malmenées, rognées par petites touches, calomniées par les autorités qui font de celles-ci des obstacles à la sécurité du citoyen.

Est-il acceptable que soit dressé un état d'urgence contre les droits démocratiques tel celui de manifester pour la défense du code du travail?

Est-il supportable que se multiplient les mesures, en dérogation des lois de libertés et des acquis, entraînant chaque catégorie dans des situations intenable et mettant chacun en concurrence féroce avec les autres?

N'est-il pas temps que chacun, à la hauteur de ses responsabilités, rendent prioritaire le droit au travail avec les garanties communes à tous et issues de nos conventions collectives?

N'est-il pas le moment, aujourd'hui et en hommage à tous ceux qui se

sont dressés contre la guerre, d'agir pour en finir avec la dissolution de la démocratie par les exigences des grands détenteurs de capitaux et autres multinationales qui échappent à tout contrôle et disloquent nos conditions de vie?

L'air martial et habité que l'actuelle plus haute autorité de l'Etat affiche à l'occasion de ses rendez-vous guerriers est-elle la manifestation de la conscience de ses responsabilités, du courage et de la fermeté qu'elles exigent.

N'est-elle pas plutôt une posture imposée par les tentatives de camouflage de la soumission aux puissances de l'argent, à la finance de ces autorités?

Nous savons que la guerre en cache ou tente d'en cacher une autre, celle des riches et des spéculateurs contre les producteurs, contre le peuple!

Il faut rappeler ce mot prononcé après la boucherie que fut la guerre de 14 *"On croit faire la guerre pour son pays, on la fait pour les marchands de canons!"*

Pour la paix, pour la défense des libertés et la reconquête de tous les droits

Quel meilleur hommage rendre à tous nos anciens et prédécesseurs que de poursuivre ce qu'ils ont avec raison et au prix de leur vie entrepris!

Il dépend aussi de la responsabilité individuelle de chacun que la balance de l'Histoire penche vers la paix maintenant et pas pour un jour ni à crédit

Pour joindre et rejoindre le groupe Fernand Pelloutier des Yvelines de la Libre Pensée:

Par courrier :

Groupe Fernand Pelloutier 10 rue de la Paroisse 78000 Versailles

Par mail :

Son président : Denis Langlet

denislanglet@live.fr

Son secrétaire : Gérard Reix

gereix@gmail.com

Sa trésorière : Hélène Jacquemin

helene.jacquemin@wanadoo.fr

Je souhaite adhérer à la Libre Pensée :

NOM Prénom :

Adresse :

Mail :

Téléphone :